

# Memorial

des  
Großherzogthums Luxemburg.



# MÉMORIAL

DU  
Grand-Duché de Luxembourg.

**Zweiter Theil.**  
Verschiedene Mittheilungen.

**N<sup>o</sup> 25.**

**SECONDE PARTIE.**  
**PUBLICATIONS DIVERSES.**

**Mittwoch, 10. Juni 1874.**

**MERCREDI, 10 juin 1874.**

**Bekanntmachung. — Bauverwaltung.**

Durch Königl.-Großh. Beschlüsse vom 29. Mai und 6. Juni 1874 sind in der Bauverwaltung ernannt worden:

zum Ober-Ingenieur, der Bezirks-Ingenieur Hr. Sivering;

zum Bezirks-Ingenieur, der Honorar-Ingenieur Hr. Worre;

zum Conducteur 1. Classe, der Conducteur 2. Classe Hr. R. E. Suttor;

zu Conducteuren 2. Classe, die Conducteure 3. Classe die H. Demander und Siegen;

zu Conducteuren 3. Classe, die H. Flesch, Majeres, Meyers, Herquell und Hennes.

Luxemburg den 9. Juni 1874.

Der General-Director der Justiz,  
BANNERUS.

**Bekanntmachung. — Gemeindereglement.**

In seiner Sitzung vom 24. Januar 1874 hat der Gemeinderath von Fels ein Reglement über das Weiderecht beschlossen. — Besagtes Reglement ist vorschriftsmäßig genehmigt und veröffentlicht worden.

Luxemburg den 6. Juni 1874.

Der General-Director der Justiz,  
BANNERUS.

**Avis. — Administration des travaux publics.**

Par arrêtés royaux grand-ducaux des 29 mai et 6 juin 1874, ont été nommés dans l'administration des travaux publics:

Ingénieur en chef, M. Sivering, actuellement ingénieur d'arrondissement;

Ingénieur d'arrondissement à Luxembourg, M. Worre, actuellement ingénieur honoraire;

Conducteur de 1<sup>re</sup> classe, M. Ch.-E. Suttor, actuellement conducteur de 2<sup>e</sup> classe;

Conducteurs de 2<sup>e</sup> classe, MM. Demander et Siegen, actuellement conducteurs de 3<sup>e</sup> classe;

Conducteurs de 3<sup>e</sup> classe, MM. Flesch, Majeres, Meyers, Herquell et Hennes.

Luxembourg, le 9 juin 1874.

Le Directeur général de la justice,  
VANNERUS.

**Avis. — Règlement communal.**

Dans sa séance du 24 janvier 1874, le conseil communal de Larochette a arrêté un règlement sur la vaine pâture. — Ce règlement a été dûment approuvé et publié.

Luxembourg, le 6 juin 1874.

Le Directeur général de la justice,  
VANNERUS.

**Bekanntmachung. — Gemeindereglement.**

In seiner Sitzung vom 2. Januar 1874 hat der Gemeinderath von Remich ein Polizeireglement über die Schließungsstunde der Wirthshäuser in dieser Stadt beschloffen. — Besagtes Reglement ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg den 4. Juni 1874.

Der General-Director der Justiz,  
B a n n e r u s.

**Avis. — Règlement communal**

Dans sa séance du 2 janvier 1874, le conseil communal de Remich a arrêté un règlement de police au sujet de l'heure de fermeture des cabarets dans la dite ville. — Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 4 juin 1874.

Le Directeur général de la justice,  
VANNERUS.

**Bekanntmachung. — Justiz.**

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 31. Mai 1874 ist Hr. Nikolaus Bertemes, Arzt, zweiter Ergänzungsrichter beim Friedensgericht zu Clerf, zum ersten Ergänzungsrichter, und Hr. Theodor, genannt Arthur Bouvier, Sohn, aus Clerf, zum zweiten Ergänzungsrichter beim nämlichen Friedensgericht ernannt worden.

Luxemburg den 3. Juni 1874.

Der General-Director des Innern,  
N. S a l e n t i n y.

**Avis. — Justice.**

Par arrêté royal grand-ducal du 31 mai 1874, M. Nicolas Bertemes, médecin, second suppléant de la justice de paix du canton de Clervaux, a été nommé aux fonctions de premier suppléant, et M. Théodore dit Arthur Bouvier, fils, de Clervaux, à celles de second suppléant de la même justice de paix.

Luxembourg, le 3 juin 1874.

Le Directeur général de l'intérieur,  
N. S A L E N T I N Y.

**BANQUE NATIONALE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.**

*Etat mensuel. — Situation au 31 mai 1874.*

Actif.		Passif.	
Versements restant à appeler . . .	frs. 7,300,000 *	Capital . . . . .	frs 15,000,000 "
Caisse . . . . .	" 1,159,136 19	Billets en circulation *) . . . . .	" 2,958,451 25
Portefeuille . . . . .	" 6,414,142 64	Comptes courants et dépôts d'es-	
Effets à l'encaissement . . . . .	" 74,315 87	pèces . . . . .	" 1,270,078 76
vances à court terme sur dépôt de		Divers . . . . .	" 441,631 26
fonds d'Etats. . . . .	" 4,287,557 86		frs. 19,670,161 27
Divers . . . . .	" 234,788 71		
	frs. 19,670,161 27		

\*) Les billets de la Banque Nationale sont admis en paiement dans les caisses de l'Etat.

*Taux d'escompte et d'intérêt :*

Traites acceptées, 4 pCt.

Effets de commerce non acceptés, 4 ½ pCt.

Avances sur dépôts d'effets publics ou d'autres valeurs garanties par des Etats, 5 pCt.

Dépôts des communes et autres établissements publics, 4 pCt.

Dépôts des particuliers avec faculté de retrait après 3 jours de préavis, 3 pCt.

id. id. id. id. après 6 mois de préavis, 4 pCt.

*Chemins de fer Guillaume-Luxembourg. — Recettes des lignes du Grand-Duché.*

RECETTES.	Voyageurs.	Marchandises.	Recettes diverses.	RECETTES totales.
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars. .1874. .	164,625 00	1,015,353 75	50,625 00	1,230,603 75
Du 1 <sup>er</sup> au 30 avril. . . . .1874. .	69,502 50	343,226 25	16,875 00	429,603 75
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 avril. { 1874	234,127 50	1,358,580 00	67,500 00	1,660,207 50
{ 1873	222,073 75	1,366,416 25	71,250 00	1,859,740 00
Différence en faveur de { 1874	12,053 75	207,836 25	3,750 00	199,532 50
{ 1873				
Produit kilométrique équivalent à { 1874. . . . .			29,704 69	
{ 1873. . . . .			33,274 75	

**Nichtamtliche Mittheilungen. — Publications non officielles.**

*Publication faite conformément à l'art. 24 de la loi du 17 décembre 1859 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.*

D'un exploit de l'huissier Guillaume Crendal, de Luxembourg, du 5 juin 1874, il résulte :

qu'à la requête de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, poursuites et diligences de la société dite « Chemins de fer des Bassins houillers du Hainaut », dont le siège est établi à Bruxelles, et respectivement de la société anonyme dite « Compagnie des chemins de fer Prince-Henri » dont le siège est établi à Luxembourg, représentée par son administrateur délégué, M. Fr.-E. Majerus, demeurant à Colmar-Berg, pour lequel est constitué et occupera M. Adolphe Schmit, avocat-avoué, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par M. le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, en date du 3 juin courant, enregistré, assignation a été donnée à Mathias Kayser, propriétaire, demeurant à Wasserbillig, à comparaître le mercredi, 10 juin 1874, à 9 heures du matin, devant le tribunal d'arrondissement, séant en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, au palais de justice à Luxembourg, pour :

I. Voir dire que les formalités prescrites par la loi ont été remplies pour parvenir à l'expropriation pour cause d'utilité publique des parcelles ci-après spécifiées appartenant à l'assigné Mathias Kayser, sises sur le territoire de la commune de Merttert, savoir :

1<sup>o</sup> la parcelle N<sup>o</sup> 260 du plan parcellaire, d'une contenance de 10 ares 81 centiares, à emprendre dans une pièce de terre, située sur le ban de Wasserbillig, lieu dit « auf den untersten Kampen », entre Pierre Theisen et Antoine Pescatore, section B, N<sup>o</sup> 810  $\frac{5}{8}$  du cadastre, d'une contenance de 45 ares 80 centiares ;

2<sup>o</sup> la parcelle N<sup>o</sup> 262 du plan parcellaire, d'une contenance de 63 centiares, à emprendre dans une pièce de terre située même ban et lieu dit entre Antoine Pescatore et J. Conzém, section B, N<sup>o</sup> 833  $\frac{1}{2}$  du cadastre, d'une contenance totale de 5 ares 60 centiares ;

II. Voir donner acte au demandeur qu'il offre au défendeur du chef de l'emprise des mêmes parcelles : a) pour la parcelle N<sup>o</sup> 260 du plan parcellaire, d'une contenance de 10 ares 81 centiares, la somme de 2162 francs, et à titre de dommages-intérêts pour les récoltes, celle de francs 54,05 ; b) pour la parcelle N<sup>o</sup> 262 du plan parcellaire

d'une contenance de 63 centiares, la somme de 126 francs et à titre de dommages-intérêts pour les récoltes, celle de francs 3,15.

III. En cas de refus de la part de l'assigné d'accepter les offres ci-dessus, voir procéder conformément à la loi au règlement des indemnités auxquelles il a droit.

IV. Voir ordonner provisoirement la mise en possession du requérant à charge par lui de consigner préalablement les sommes par lui offertes.

V. S'entendre l'assigné, en cas de contestation, condamner aux dépens.

*L'avocat-avoué du poursuivant l'expropriation,*  
AD. SCHMIT.